



Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES

Solidarités - Plan pauvreté entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Action 2 visant l'accès à l'hygiène des plus démunis - Convention avec l'association la Bulle douche nomade - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté entend s'attaquer tout particulièrement à la reproduction de la pauvreté dès les premières années de la vie, garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants, assurer à tous les jeunes un parcours de formation leur permettant d'acquérir des compétences et de prendre leur indépendance, rendre les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité et investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

C'est au travers de ces cinq engagements que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité contractualiser pour 3 ans avec l'État, au vu des caractéristiques du territoire métropolitain et au regard des réalités sociales liées à l'émergence de nouvelles formes de grande précarité.

La convention pluriannuelle Etat-Ville-Métropole approuvée par le Conseil de Métropole du 12 octobre dernier s'appuie sur le principe d'un portage et d'un financement partenarial avec engagements conjoints de l'Etat et du territoire. Au titre de l'année 2020, en complément des crédits délégués par l'Etat (500 000 €), Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier engagent leurs fonds propres globalement à hauteur de 500 000 €. Le budget annuel du Plan pauvreté local s'établit ainsi à un million d'euros.

Un programme concerté de 11 actions a été conçu entre les services de l'Etat, de la Ville et de la Métropole, telles que la création d'un lieu multi-partenarial pour les familles à la rue, l'accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité, la coordination de l'aide alimentaire, le développement des dispositifs d'insertion par l'économie ou l'amélioration de l'accès aux droits des personnes vivant en squats et bidonvilles.

La présente délibération concerne la mise en œuvre dès 2020 de l'action visant un meilleur accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité.

Les services des administrations et les associations du territoire ont en effet constaté que les personnes à la rue accèdent difficilement à l'hygiène. Les douches des trois accueils de jour et des deux centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues (CAARUD) situés à Montpellier sont très fréquentées et le temps d'attente décourage certaines personnes. En outre, les femmes accèdent insuffisamment à ces services car leur aménagement dans un des CAARUD (service fermé depuis l'épidémie de COVID) ne permet pas une séparation physique des femmes et des hommes.

Ainsi, une partie des personnes les plus marginalisées se douchent ou procèdent à leur toilette dans des conditions insatisfaisantes dans les sanisettes publiques ou dans les fontaines des parcs municipaux. Certaines d'entre-elles recourent au service de la « Bulle douche nomade ». Cependant, cette maraude ne fonctionne que trois soirs par semaine et uniquement grâce au bénévolat. Cet insuffisant accès à l'hygiène provoque un éloignement des personnes à la rue par rapport au soin et limite leur insertion sociale.

L'action d'accès à l'hygiène proposée prévoit 3 modalités d'intervention pour améliorer cette situation : distribution de kits d'hygiène, amélioration de l'accès aux douches existantes (4 structures) et augmentation du nombre de maraude du bus « douche nomade » afin de proposer plus de possibilités d'accéder aux douches au public sans domicile.

La convention à intervenir avec l'association Bulle douche nomade pour l'année 2020, soumise à l'approbation du Conseil, prévoit ainsi de commencer l'action par la distribution des kits hygiène (coût évalué à 20 000 €) et l'augmentation du nombre de maraude du bus pour proposer plus de douches au public.

sans domicile fixe (11 500 €). La subvention d'un montant total de 31 500 € à attribuer à l'association composée uniquement de bénévoles, doit lui permettre de commencer à se professionnaliser en recrutant une personne à temps partiel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de décider l'octroi d'une subvention d'un montant total de 31 500 € à l'association la Bulle douche nomade pour la mise en œuvre de l'action d'accès à l'hygiène pour les personnes sans domicile dans le cadre du Plan pauvreté ;
- d'approuver le projet de convention afférente à intervenir avec l'association, qui détermine notamment les modalités du versement de la subvention ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-146609-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention_bulle_.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.